

<https://www.ujfp.org/spip.php?article7137>



Rencontre nationale contre la criminalisation des luttes

- Lutte contre les racismes et les discriminations - Violences policières -



Date de mise en ligne : vendredi 10 mai 2019

Copyright © UJFP - Tous droits réservés

À l'initiative de : Comité Adama Traoré, ATTAC, Solidaires, Front de Mères, Collectif « Tous Migrants », Désarmons Les !, Confédération Paysanne, Réseau « Sortir du Nucléaire », des participant-e-s à la lutte de Bure, et d'autres...

En soutien : Collectif Romain Rolland, Fondation Copernic, UJFP...

**Texte d'appel signable par collectifs/organisations et à partager un maximum
(Envoyez-votre signature à retrouversouffle@riseup.net)**

Nous, organisations nationales, collectifs, habitants de quartiers populaires, de territoires en luttes, gilets jaunes, personnes impliquées dans des luttes migratoires, sociales, écologistes, paysannes, anti-nucléaires, n'avons plus peur des mots : la répression féroce contre le mouvement des gilets jaunes n'est pas une bavure, elle incarne un système. 279 blessés graves, 22 éborgnés, 5 mains arrachées, 1 personne décédée. 8700 gardes à vue, 2000 procès, 1500 comparutions immédiates, 40 % de peines de prison ferme. Cette répression brutale était autrefois réservée aux quartiers populaires. Maintenant, nous entrons dans un autoritarisme qui se généralise à toute la société.

Nos libertés publiques sont en danger, sous le coup d'un arsenal de lois toujours plus liberticides. La nouvelle loi « anti-casseur » remet totalement en cause le droit de manifester. La séparation des pouvoirs vacille : l'autorité législative est dominée par une majorité parlementaire aux ordres. L'institution judiciaire est de plus en plus assignée à des fins de maintien de l'ordre. Le gouvernement cherche à asphyxier la contestation politique : quand la matraque ne suffit pas à disperser les foules, le marteau du juge prend le relais. La longueur des enquêtes et des procès gèle autant les luttes que le canon à eau.

À Bure, les opposants au méga-projet d'enfouissement des déchets nucléaires ont essuyé en un an 60 procès, 28 interdictions de territoire et au moins 5 peines de prison ferme. 7 personnes sont mises en examen pour "association de malfaiteurs", placées sous contrôles judiciaires et interdites de rentrer en contact. À Briançon, parmi les 13 personnes poursuivies pour, notamment, « l'aide à l'entrée d'étrangers en situation irrégulière », 9 sont condamnées à des peines de prison dont 2 à 4 mois ferme. À Beaumont-sur-Oise, la famille d'Adama Traoré attend toujours que la cause réelle du décès de leur frère soit reconnue. Pendant ce temps ses quatre frères sont emprisonnés et plusieurs personnes sont ciblées par des contrôles judiciaires.

La liste peut continuer longtemps. Des gilets jaunes écopent de 6 mois de prison ferme pour avoir diffusé des appels à bloquer des raffineries sur Facebook, des élèves du lycée Arago sont fichés S, Médiapart a failli être perquisitionné, des paysans opposés à la ferme des Millevaches sont condamnés à payer 120 000 euros de dommages et intérêt, des syndiqués sont licenciés ou mis en examen pour leur activités, les militants de Greenpeace prennent de la prison ferme pour la première fois depuis la création de l'association en France, les adhérents d'ANV COP21 enchaînent les gardes à vue et les perquisitions, de jeunes grévistes lycéens pour le climat sont placés en garde-à-vue parce qu'ils détiennent 3 kg de farine bio. Aucun foyer de contestation n'est épargné. Ces éléments s'additionnent et font système, nous donnent à voir ces "matins bruns" qui pointent à l'horizon.

Face à l'autoritarisme, nous appelons à faire corps et renforcer nos solidarités. Nous refusons de jouer le jeu de la division entretenu par un climat de guerre intérieure où des « intellectuels » vont jusqu'à appeler les policiers à se servir de leurs armes. Nous ne voulons plus laisser personne derrière, isolé-e face à la répression policière et

judiciaire.

Il existe aujourd'hui en France des centaines de prisonniers politiques, de condamnés, de « délinquants » dont le seul crime est de lutter pour le droit à vivre dans la dignité, parce qu'ils ne s'en sortent plus, parce qu'ils veulent défendre des territoires. Condamnés, parce qu'ils luttent contre un système inégalitaire qui détruit les existences et ravage le vivant au nom du profit et du pouvoir. Condamnés, parce qu'ils ne sont pas nés avec la bonne couleur de peau ou le bon patronyme. Nous en exigeons l'amnistie, tout comme l'abandon du LBD 40 et des grenades offensives !

Pour faire barrage à ce régime liberticide, nous appelons à la constitution d'un large front commun contre l'autoritarisme et la criminalisation de la contestation, une alliance inédite de luttes de base et d'organisations plus larges. Ceci pour :

- ▶ Mettre en lumière les cas de violences judiciaires, qui se vivent à huis clos
- ▶ Fédérer les organisations, collectifs, personnes ciblées par la criminalisation, mieux nous connaître pour renforcer nos solidarités.
- ▶ Affirmer notre résistance commune

Dans cette perspective, nous appelons à la rencontre nationale "Ripostons à l'autoritarisme !" le samedi 11 mai à Paris de 9h à 17h00, à la Bourse du Travail, salle Hénaff, 29 boulevard du Temple

Toutes les infos : <https://www.facebook.com/events/276050196669979/>

Informations / contact : retrouversouffle@riseup.net

Accueil : l'événement est ouvert au public et sans inscriptions, la capacité de la salle est limitée à environ 400 personnes, il faut donc arriver tôt pour être sûr-e-s de pouvoir rentrer !

PROGRAMME INDICATIF

MATINÉE : PRENDRE ACTE DE L'AUTORITARISME

9h : Accueil des participants

9h30 : Présentation de la journée

9h45 - 11h30 : Ouverture - Récits de l'autoritarisme et de la criminalisation.

Animation : Hervé Kempf, rédacteur en chef de Reporterre

Intervenant-e-s :

- ▶ Youcef Brakni, du Comité Adama Traoré
- ▶ Lutte migratoire à Briançon : des membres du comité de soutien aux 4+3 et de « Tous Migrants »
- ▶ Ghais, lycéen à Romain Rolland (Ivry), poursuivi pour des tags & Fatima Ouassak, du Front des Mères
- ▶ Lutte de Bure : Joël D, assigné à résidence pendant la COP21 et inculpé dans « l'association de malfaiteur » de Bure
- ▶ Des gilets jaunes de Saint-Nazaire impliqués dans le groupe de défense juridique
- ▶ Une syndicaliste de Sud Éducation Bobigny, menacée par une mutation forcée
- ▶

Emma, « décrocheuse » de portrait de Macron poursuivie, activiste engagée à ANV COP21

- ▶ Gaspard Glanz, journaliste indépendant et fondateur de Taranis News

11h30 - 12h30 - Violences policières et militarisation du maintien de l'ordre

Animation : David Dufresne, journaliste indépendant.

Intervenant-e-s :

- ▶ Farid el-Yamni, du comité Vérité et Justice pour Wissam
- ▶ Ramata Dieng, du collectif Lamine Dieng et collectif Vies Volées
- ▶ Ian et Laurent, membres de l'Assemblée des blessé-e-s

12h30 - 13h30 : État d'exception permanent, violences judiciaires, et criminalisation de la contestation.

Animation : Jade Lindgaard, journaliste à Médiapart

Intervenant-e-s :

- ▶ Vanessa Coddaccioni, historienne et politologue
- ▶ Laurence Blisson, du Syndicat de la Magistrature
- ▶ Muriel Ruef, avocate au barreau de Lille

13h30 - 14h30 - PAUSE REPAS :

- ▶ Sandwich bénéfiques en soutien à un projet de solidarité de la cantine « Graine populaire des luttes ».

APRÈS-MIDI : RIPOSTER À L'AUTORITARISME

14h30 - 16h30 : Plénière dans l'amphithéâtre & discussions thématiques en parallèle (salles du "Petit congrès" + salles commission 1 et 4)

PLÉNIÈRE - Ripostons à l'autoritarisme !

Animation : Hervé Kempf (Reporterre) & Ivan du Roy (Basta !).

Intervenant-e-s :

- ▶ Assa Traoré, Comité Vérité et Justice pour Adama Traoré
- ▶ Élie Lambert, secrétaire général de Solidaires
- ▶ GJ de Saint-Nazaire
- ▶ Claire Dujardin, avocate au barreau de Toulouse

ATELIER THÉMATIQUE 1 : Comment mieux visibiliser et documenter les violences judiciaires ? Quels récits pour la dimension peu visible de l'autoritarisme ?

Introduit par : Alexandre Léchenet, journaliste collaborateur de Bastamag (travail sur le suivi de la répression judiciaire des gilets jaunes).

ATELIER THÉMATIQUE 2 : Comment riposter à l'extension des poursuites pour délits « collectifs » et préventifs (« association de malfaiteurs », « bande organisée », « participation à un groupement en vue de commettre des violences et dégradations »), et la criminalisation de la solidarité ?

Introduit par : Joël D., inculpé dans l'association de malfaiteur de Bure & Laurence Blisson, du Syndicat de la Magistrature

ATELIER THÉMATIQUE 3 : Comment renforcer la solidarité financière et matérielle avec les blessé-e-s et le combat politique contre les violences policières ?

Introduit par : Ian et Laurent, de l'Assemblée des blessé-e-s

ATELIER THÉMATIQUE 4 (à confirmer) : Comment lutter contre la criminalisation de celles et ceux qui produisent et diffusent une information indépendante (journalistes, lanceurs-euses d'alertes, etc) ?

Introduit par : Gaspard Glanz, journaliste fondateur de Taranis News

ATELIER THÉMATIQUE 5 : sujet à définir.

16h30 - 16h45 : CONCLUSION & PERSPECTIVES

Sans étiquette politique ou religieuse, Tous Migrants est un mouvement citoyen pacifiste de sensibilisation et de plaidoyer né en septembre 2015 autour du drame humanitaire des migrants en Europe, qui a pris le statut d'association loi 1901 fin 2016. Fort de l'adhésion de plus de 750 citoyens à la cause qu'il défend, plus de 10.000 abonnés Facebook et 2700 destinataires de sa Lettre d'information, Tous Migrants mène des actions complémentaires dans le Briançonnais : veille et partage de l'information via une newsletter périodique, un site web et une page Facebook, conférences, cinés-débat, ateliers d'écritures, manifestations artistiques ou culturelles de soutien, campagnes de plaidoyer, actions en justice...

L'action de Tous Migrants repose sur trois principes directeurs :

- ▶ C'est en renforçant le lien social local, en ouvrant des espaces de dialogue, d'échange, de convivialité et de solidarité avec notre voisin d'ici (« l'autre d'ici ») que nous accepterons naturellement notre voisin de là-bas (« l'autre de là-bas », étranger, exilé, migrant, réfugié,...) ;
- ▶ Chacun d'entre nous peut « faire sa part », à son échelle, pour contribuer à la résolution de la crise humanitaire actuelle, y compris en plaidant pour l'adoption de décisions politiques conformes aux droits humains fondamentaux, tels que définis notamment par la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme et la Convention Internationale des Droits de l'Enfant. Il en va de notre humanité et de notre dignité. Il en va de notre humanité et notre dignité ;
- ▶ Les moyens que nous utilisons doivent être conformes aux fins que nous poursuivons. C'est pourquoi notamment le respect des principes de la non-violence doit orienter toutes nos actions.

Contact : tousmigrants@gmail.com, www.facebook.com/tousmigrants, www.tousmigrants.org, twitter @MigrantsTous

QUARTIERS POPULAIRES, LUTTES MIGRATOIRES, LYCÉEN-NE-S, SYNDICALISTES,
ÉTUDIANT-E-S, GILETS JAUNES, TERRITOIRES EN LUTTE, MOUVEMENTS ÉCOLOGISTES,
LUTTES PAYSANNES, LANCEUR-EUSE-S D'ALERTE, MÉDIA INDÉPENDANTS...

RIPOSTONS À L'AUTORITARISME !

RENCONTRE NATIONALE CONTRE LA CRIMINALISATION DES LUTTES

SAMEDI 11 MAI

DE 9H30 À 17H30
À LA BOURSE DU TRAVAIL
SALLE HENAFF
29 BOULEVARD DU TEMPLE,
75010 PARIS.

CONTACT - RETROUVERSOUFFLE@RISEUP.NET
FACEBOOK - «RIPOSTONS À L'AUTORITARISME !»